



En imposant aux futurs candidats aux élections législatives du 10 mai prochain la production d'une preuve formelle légalisée de leur «inscription sur la liste électorale de la circonscription électorale concernée», l'article 5 du décret exécutif n°12-26 du 24 janvier relatif au dépôt des listes de candidatures à l'élection des membres de l'APN a réussi à mettre brutalement dans un hors-jeu électoral intégral nombre de grosses pointures électorales et de candidatures de dinosaures du régime.

La première de ces victimes expiatoires semble avoir été, une fois n'est pas coutume, l'indétrônable et inamovible ministre de l'Education nationale, qui a eu à constater à son honneur défendant, qu'il pouvait être le plus ancien des ministres de l'Education de la planète et s'avérer un piètre connaisseur des dispositions du décret exécutif rappelé plus haut, pourtant examiné en Conseil des ministres et signé par le secrétaire général de son propre parti dans l'exercice de ses fonctions de Premier ministre. Il a eu surtout à vérifier qu'il pouvait échouer «bêtement» et in extremis dans le ré-échafaudage des mécanismes pouvant assurer sa nième rééligibilité en qualité de député-ministre par les lointains cousins de son lieu d'origine, tout en réussissant à maintenir «intelligemment» un record mondial absolu dans l'occupation continue du même poste pendant plus de 15

## LES MINISTRES-CANDIDATS AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 10 MAI 2012

# Entre élection de domicile et domicile de l'élection

ans et de celui de ministre depuis 20 ans ! Moralité : même nos ministres les plus chevronnés qui ont élu durablement domicile à Club-des-Pins dans la périphérie de la capitale depuis la fin du siècle dernier ne connaissent pas encore l'adresse de leur propre domicile électoral pour les prochaines élections ! Si comme on le susurre dans les couloirs du siège national du RND, le malheureux candidat Benbouzid a fini par faire contre mauvaise fortune bon cœur, en faisant le deuil sur les prochaines législatives, les questions de fond que soulève la stricte application de cette disposition de la loi ne sauraient être éludées d'un revers de main. Elles devraient préoccuper au plus haut point et interpellier l'ensemble du dispositif de contrôle des élections du 10 mai prochain.

En effet, la définition du domicile occupe dans toutes les législations électorales du monde une place juridique centrale dans la détermination de la qualité d'électeur et consubstantiellement celles des conditions d'éligibilité des électeurs-candidats. Si pour le commun des électeurs et des mortels, cette question n'a qu'une importance secondaire et relative, en raison du fait que l'élection de domicile se confond presque la plupart du temps avec le domicile de l'élection, pour les candidats semi-nomades résidant à Club-des-Pins, c'est-à-dire quasiment tous les ministres, le statut électoral de cette résidence secondaire devenue permanente se pose. Elle se pose avec d'autant plus d'acuité et de complexité, que le tracé de la frontière juridique entre le domicile, la résidence et l'habitation a toujours constitué l'un des casse-têtes les plus riches en matière de production de jurisprudence dans le domaine du droit civil. En effet, le domicile est généralement défini comme l'endroit où l'on peut

trouver la personne : il répond au premier chef à un impératif de police civile. Au-delà de la présence effective et permanente de la personne, le domicile est ressenti comme le lien qui unit une personne à un lieu. Partant de là, il est aisé de conclure que cette définition succincte du domicile implique une présomption de présence permanente de la personne en ce lieu.

Par ailleurs, l'étude de la notion de domicile est toujours dominée par certains caractères qui lui sont propres : toute personne n'a et ne doit avoir qu'un seul domicile, même s'il est admis par ailleurs qu'elle peut avoir une ou plusieurs résidences. Tout comme le patrimoine, le domicile est donc un élément indissociable de la personnalité. La loi algérienne définit d'ailleurs le domicile comme étant «l'habitation principale» (article 36 du code civil). S'il n'y a qu'un seul domicile, il faut donc opérer une hiérarchie entre les différents établissements et habitations secondaires de la personne considérée. Or, la loi organique du 12 janvier 2012 relative au régime électoral reprenant à son compte cette pertinente définition du domicile établie par le code civil, dispose : «Nul ne peut voter s'il n'est inscrit sur la liste électorale de la commune où se trouve son domicile au sens de l'article 36 du code civil.» Quand on sait que l'habitation principale, conjugale, légale pour tous les ministres est selon toute évidence Alger, et celle politique et sécuritaire Club-des-Pins (une exception bien algérienne), comment les Amar Tou, Tayeb Louh, Harraoubia pour ne citer que les plus en vue d'entre les ministres concernés par notre propos, peuvent-ils justifier la légalité de leur candidature dans le douar qui les a vus naître, quand la loi remet en cause de manière formelle y compris leur droit de vote dans

leur wilaya d'origine, s'ils n'y résident pas de manière permanente.

Quand on se rappelle, par ailleurs, que ces ministres n'ont jusque-là raté au cours de ces dernières années particulièrement prolifiques en matière d'organisation de scrutins électoraux en tous genres aucune occasion d'exhiber devant les caméras de l'Unique leur empressement à s'acquitter de leur devoir électoral à Alger, on ne peut que se poser des questions sur la légalité et la sincérité de la procédure qui leur a permis d'être électeurs et éligibles hors de la wilaya où ils ont leur «habitation principale». Une seule réponse : une double inscription sur les listes électorales d'Alger et de leur wilaya d'origine.

Si tel devrait être le cas, il s'agirait d'une pratique de fraude qui tombe sous le coup des dispositions d'un autre article de la nouvelle loi organique relative au régime électoral qui dispose en son article 8 : «Nul ne peut être inscrit sur plusieurs listes électorales» et puni «d'un emprisonnement de trois mois à trois ans» par l'article 210 de la même loi. «Entre élection de domicile et domicile de l'élection des ministres candidats», voilà un beau sujet susceptible de permettre aux magistrats membres de la toute nouvelle Commission de supervision des élections de s'acquitter de l'une de leurs trois principales missions, à savoir «apprécier toute violation des dispositions de la présente loi organique» (article 170). Question subsidiaire : un magistrat membre de cette commission peut-il invalider la candidature de son ancien-futur ministre de la Justice, de surcroît originaire du même «douar» que celui du premier magistrat du pays ? Mais là est déjà une toute autre histoire !...

M. K.

### SELON LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

## 2 000 listes déposées

La députation a suscité un engouement jamais égalé chez les Algériens : près de 26 000 se sont portés candidats en prévision des législatives du 15 mai prochain.

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a enregistré, à l'expiration des délais de rigueur de dépôt des listes de candidatures fixés au 26 mars 2012 à minuit, plus de 2 000 listes, 2 053 listes exactement, a précisé le département de Daho Ould Kablia dans un communiqué relayé par l'APS. Soit une moyenne de 40 listes par wilaya.

Le communiqué précise que la quasi-totalité (90%) des listes de candidats sont parrainées par les 44 partis entrés en lice dans cette joute électorale : 1 842. Même si le nombre des listes de candidats indépendants demeure important : 211. Un chiffre qu'expliquent les dissidences au sein d'un nombre de partis politiques, le FLN notamment, et le nombre de mécontents n'ayant pu décrocher de places sur les listes présentées par leurs partis. «Les 2 053 listes totalisent 25 800 candidats dont 7 646 femmes», indique-t-on. Les Algériens auront l'«embarras du choix» disent certains, cela serait un facteur de «découragement et de résignation» estiment d'autres, une chose est certaine : l'augmentation du nombre de sièges à pourvoir dans l'Assemblée nationale populaire passés de 388 à 462 et les privilèges liés au mandat de député sont à l'origine de cet engouement. En témoignent les polémiques marquant la scène publique où on se dispute plutôt le statut du soutien le plus loyal au président de la République.

Bref, reste à savoir le nombre de listes qui seront rejetées à l'expiration des délais légaux pour l'étude des dossiers de candidatures par les services concernés et des délais de recours judiciaires arrêtés par la loi organique relative au régime électoral. «En cas de rejet d'une candidature ou d'une liste, l'administration de la wilaya dispose d'un délai de dix jours pour notifier sa décision, qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif territorialement compétent. Et conformément à la loi électorale, aucune liste de candidats déposée ne peut faire l'objet, ni de modification ni de retrait, sauf en cas de décès et dans certaines conditions», a précisé le ministère de l'Intérieur dans le même communiqué. Le nombre de listes ne risque néanmoins pas de baisser. Les Drag des wilayas (directions de la réglementation et de l'administration générale, ndlr), structure habilitées à enregistrer les candidatures, n'acceptent généralement que les dossiers qui répondent aux conditions requises...

L. H.

**Le leader du Front de la justice et du développement (FJD) tire à boulets rouges sur le département de l'Intérieur qu'il accuse de pratiquer la politique de «deux poids deux mesures» dans l'application des textes, surtout ceux inhérents au scrutin législatif du 10 mai prochain.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Abdellah Djaballah, qui faisait, ce vendredi, le bilan de l'opération de confection des listes électorales du parti lors d'une conférence de presse, n'a pas raté l'occasion de situer tout l'enjeu, le véritable enjeu, du bras de fer entre la Commission nationale de surveillance de ces législatives et le département d'Ould-Kablia.

Pour le conférencier, le nœud du problème entre les deux parties est loin de se situer au niveau du bulletin de vote unique, proposition de ladite commission à laquelle le ministère de l'Intérieur a opposé un refus. Les arguments de ce refus trouvent, par ailleurs, grâce chez Djaballah, contrairement à Menasra du Front du changement qui les qualifiait, la semaine écoulée, «d'arguties» qui font «rire».

Pour le fondateur des mouvements Ennahdha et El Islah avant qu'il n'en soit dessaisi, la véritable pomme de discorde, que l'on essaie de voiler et de passer sous silence, c'est cette histoire d'inscription massive et hors délai des militaires. Prenant le soin de ne pas paraître comme celui qui s'en prend à notre ANP en tant qu'institution, il rejettera, cependant, et d'un revers de la main, l'argument avancé. «Nos soldats, en venant au secours des populations isolées et éreintées par les dernières vagues de froid, n'ont fait qu'accomplir leur noble mission», déclarera Djaballah pour qui «les remercier et les honorer pour cela peut bien prendre une forme autre que celle de leur permettre de voter dans leurs casernes». Ceci non sans mentionner que la procédure de leur inscription est aux anti-

podes de ce que requièrent les lois en ce sens, précisant que «toute inscription sur une liste électorale est individuelle et pas massive, dans les délais et pas en dehors et il faut s'assurer de sa radiation dans les précédentes listes». «Ce qui n'a pas été, malheureusement, de mise», regrettera-t-il, ne manquant pas de voir en cette opération «une volonté avérée de fraude».

«Et puis, que nos militaires et tous les membres des autres corps constitués votent par procuration comme jadis et le problème est définitivement réglé», lâchera-t-il, comme pour signifier que derrière cette histoire se cache de réelles velléités de fraude,

A propos justement de ces velléités de fraude, Djaballah affirmera n'avoir comme autre «arme» à opposer que la solidarité des partis dans le cadre d'une coordination de surveillance. En raison de ce que stipule la loi électorale, entre autres, la présence de seulement cinq représentants de partis et de candidats dans un bureau de vote, «les partis sont condamnés de fait à coordonner leurs efforts», dira le leader du FJD qui ne cache pas son ambition de sortir grand bénéficiaire de cette joute électorale qu'il qualifie de «déjà chaude».

Une joute au sein de laquelle le parti sera engagé pleinement avec une présence dans toutes les circonscriptions électorales. Et à Djaballah de revenir dans le détail sur le processus de choix des candidats du parti, comme pour répliquer à ceux parmi ses propres militants, déçus de ne pas être retenus ou mal placés, qui crient aux faveurs dont auraient bénéficié des proches du premier responsable et de certains de ceux de ses proches collaborateurs.

Des déceptions que Djaballah trouve tout à fait légitimes du fait, argumentera-t-il, que «les candidats étaient fort nombreux et qu'il fallait bien procéder à un choix et à un classement». Ce pourquoi, précisera-t-il, des critères ont été définis au préalable sur la base desquels les postulants ont été rete-



Photos : Samir Sid

nus avant d'être classés. Entre autres de ces conditions, le niveau d'instruction, la compétence, l'expérience, la crédibilité, la popularité, la discipline, la droiture et la fidélité au programme du parti. Et c'est sur la seule base de ces critères, tiendra à préciser Djaballah, que «les 462 candidats dont 160 femmes ont été sélectionnés par les commissions de candidatures au niveau de chaque wilaya, le bureau national du parti n'a eu qu'à vérifier la conformité de ces listes établies à la base avec ces préalables». Et sur ces 52 listes du FJD, deux, celles de Bordj Bou-Arredj et de Tizi-Ouzou, seront menées par des femmes avec une prédominance de la génération post-indépendance à hauteur de 76% et de la frange des diplômés avec 77%. Ces listes, s'enorgueillissent encore Djaballah, sont représentatives de toutes les couches sociales dont le secteur de l'éducation (115), les commerçants (19), la fonction libérale (22), l'administration (69), journalistes (14) et imams (9).

M. K.